

COMMUNE DE BELLEVIGNE-LES-CHATEAUX

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 JUIN 2021

Délibération n° 2022 / 58

L'an deux mil vingt-deux, le mardi 7 juin à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal de la commune de Bellevigne-les-Châteaux se sont réunis en séance ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Armel FROGER, Maire, sur convocation faite par lui, le trente-et-un mai deux mil vingt-deux.

Présents : M. Armel FROGER, Maire, M. Christian CABRET, Mme Nelly LACASSIN, Mme Sylvie PRISSET, maires délégués, M. Jean-François SUIRE, Mme Nathalie VASSEUR, M. Michel DENIS, Mme Sylvie BATYS, Mme Sabine TOUCHARD, M. Marc POIRIER, Mme Juliette MARTIN, Adjoints, Mme Nadine BRUNET, Mme Murielle HUET, Mme Nadège REVERDY, M. Éric MERCKÉ, M. Dominique PONTOIRE, M. Eric VAHÉ,

Excusés : Mme Nicole MARTIN, Mme Pascaline HERVE-NOURI, M. Maximilien TESSIER et M. Sébastien BODIN,

Pouvoirs : Mme Maryse MONIOT, Mme Stéphanie PORTEJOIE, Mr Grégory MOREAU, Mr Philippe BEGNON, M. Antoine FOUCAULT ont donné pouvoir respectivement à M. Dominique PONTOIRE, M. Jean-François SUIRE, Mme Sabine TOUCHARD, Mme Sylvie BATYS, M. Armel FROGER.

Présents : 17

Excusés : 9 dont 5 pouvoirs

En exercice : 26

Un extrait de la présente délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 10 juin 2022

MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
SECTEUR SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT POUR LA CONSTRUCTION
DE LA MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE

Par courrier du 23 juin 2021, monsieur le maire de Bellevigne-les-Châteaux a sollicité du président de la communauté d'agglomération la modification du PLUi SLD approuvé le 5 mars 2020 afin :

- d'adapter l'orientation d'aménagement et de programmation au projet de maison de santé sur la commune déléguée de Saint Cyr-en-Bourg en réduisant la marge de recul sur la route de Chacé, en déplaçant l'accès et en déplaçant une zone non ædificandi de 20m en périphérie des vignes en y incluant un chemin rural.

- d'autoriser au règlement écrit du secteur 1AUe réservé en principe aux équipements d'intérêt collectif la construction d'un commerce en lien avec la maison médicale (pharmacie).

La procédure a été dispensée d'évaluation environnementale par l'Autorité environnementale le 18 janvier 2022. Les personnes publiques associées (État, Région, Département, chambres consulaires et parc naturel régional) ont été sollicitées pour avis le 19 novembre 2021. Le préfet et le président du Conseil départemental ont émis des avis favorables.

L'enquête publique s'est déroulée du 15 février au 18 mars 2022.

Une observation a été faite par la *Fédération Viticole Anjou Saumur Vin Royal en Loire* sur l'application de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2017 fixant les mesures destinées à préserver les établissements de santé fréquentés par des personnes vulnérables du risque d'exposition aux produits phytopharmaceutiques en demandant que les limites séparatives de la nouvelle construction soient éloignées d'au moins vingt mètres des parcelles de vigne et que le document d'urbanisme prévoit l'implantation d'une haie anti-dérives après cette zone.

Une autre a été faite par le maire de la commune qui a relevé une erreur matérielle dans le tracé de la limite sud de la zone 1AUe afin de la rendre cohérente avec le périmètre de la ZAC des Plantes.

Le commissaire enquêteur a émis le 15 avril 2022 :

- un avis favorable à la correction de l'erreur matérielle ;
- un avis favorable sans réserve sur la diminution de la marge de recul de 10 à 5 m le long de la route de Chacé ;
- un avis favorable sur le déplacement de l'accès assorti des réserves suivantes :
 - qu'une haie anti-dérives conforme aux préconisations de l'arrêté, soit intégrée dans la demande de permis de construire (article 7),
 - qu'il soit démontré que le déplacement de la voirie d'accès au nord-ouest de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) ne limite pas l'efficacité de la haie anti-dérives dans cette zone, et/ou soit acceptable vis-à-vis de la bande des 20 m.
- un avis favorable à la modification du règlement écrit de la zone 1AUe afin d'autoriser le transfert de la pharmacie avec comme recommandation d'accélérer la réalisation du cheminement piéton entre le bourg de Saint-Cyr-en-Bourg et la pharmacie pour être au rendez-vous de son ouverture et sous réserve que l'intégration de la pharmacie sur le site ne conduise pas à déroger aux règles de sécurité applicables à la maison de santé ;
- un avis défavorable à l'inclusion de la bande de 20 m non ædificandi réservée dans OAP aux aménagements paysagers car il considère que celle-ci déroge à l'arrêté du 20 janvier 2017 la zone de 20 m n'étant pas localisée entre les limites des parcelles mais entre la parcelle de vigne et le bâtiment de la pharmacie. Il note aussi que cette zone a été considérée comme une zone non constructible mais autorise les parkings et la voirie et estime que le PLUi approuvé s'appuie sur une lecture différente et/ou incomplète de l'arrêté et se déclare incompétent pour juger seul l'acceptabilité de cette situation.

Ledit arrêté préfectoral a été pris en application de l'article L253-7-1 introduit dans le code rural en 2015 qui dispose que :

L'utilisation des produits (phytopharmaceutiques) à proximité (...) des maisons de santé (...) est subordonnée à la mise en place de mesures de protection adaptées telles que des haies, des équipements pour le traitement ou des dates et horaires de traitement permettant d'éviter la présence de personnes vulnérables lors du traitement. Lorsque de telles mesures ne peuvent pas être mises en place, l'autorité administrative détermine une distance minimale adaptée en deçà de laquelle il est interdit d'utiliser ces produits à proximité de ces lieux.

En cas de nouvelle construction d'un établissement (sensible) à proximité d'exploitations agricoles, le porteur de projet prend en compte la nécessité de mettre en place des mesures de protection physique.

L'arrêté préfectoral a fixé la distance minimale en deçà de laquelle il est interdit aux exploitants agricoles d'utiliser des produits phytopharmaceutiques (zone de non traitement) à 20 m pour les parcelles de vigne **lorsque des mesures de protections adaptées ne peuvent pas être mises en place** et précise que cette distance s'entend à partir de la limite de la parcelle de l'établissement sensible.

Il impose qu'en cas de nouvelle construction d'un tel établissement, le porteur de projet prend en compte la nécessité de mettre en place des mesures de protection physique dans sa demande de permis de construire suggérant la mise en place d'une haie anti-dérives efficace implanté sur une zone d'une largeur minimum de 5 m, sur laquelle les personnes vulnérables ne pourront être présentes conformément à une instruction technique de 2016.

L'OAP approuvée en mars 2020 qu'il est proposé de modifier prend en compte cette réglementation en neutralisant à la construction une bande de 20 m en périphérie des vignes située au nord et à l'est dans

2022-099

Accusé de réception en préfecture
049-200082576-20220707-2022-066-DC-DE
Date de télétransmission : 13/07/2022
Date de réception en préfecture : 13/07/2022

Accusé de réception en préfecture
049-200082576-20220607-2022-058-DE
Date de télétransmission : 14/06/2022
Date de réception en préfecture : 14/06/2022

laquelle il est autorisé des espaces verts, des aires de circulation et de stationnement. Il est à noter que les zones de non traitement réglementées par le code rural ne s'imposent pas au regard des voies de

circulations publiques. Le permis de construire en cours d'instruction auquel l'arrêté préfectoral s'impose comportera une haie anti-dérives répondant à l'instruction technique.

La demande de la Fédération viticole qui revient à imposer un « no man's land » de 20 m dans laquelle aucun aménagement ne pourrait être réalisé ni les personnes vulnérables ou non ne pourraient être présentes apparaît fondée sur une interprétation erronée de l'arrêté préfectoral. Ce dernier impose au porteur de projet la réalisation d'une mesure de protection adaptée, à savoir une haie anti-dérives qui dispense les exploitants de respecter la zone de non traitement de 20m. Il n'impose pas au porteur de projet une zone tampon sur son terrain neutralisée à tout aménagement ou présence humaine ni même aux constructions.

Toutefois afin de garantir la mise en place d'une haie anti-dérives imposée par ailleurs dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme par ledit arrêté, il est proposé d'en prescrire la réalisation à l'OAP.

Par ailleurs, la commune de Bellevigne-les-Châteaux, maîtresse d'ouvrage de l'aménagement et de la construction de la maison de santé, a entamé les démarches pour établir une convention avec l'exploitant afin de convenir des dates et horaires de traitement à éviter quand l'établissement sera en fonctionnement.

Dans ces conditions, il est possible d'adopter la modification ainsi complétée pour répondre à la préoccupation de la profession viticole, prémunir les futurs utilisateurs d'exposition au risque sanitaire et de passer outre l'avis simple défavorable du commissaire enquêteur.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denzé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier;

Vu l'arrêté préfectoral n° SP Saumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire;

Vu la délibération du 5 mars 2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du secteur « Saumur Loire Développement » (PLUi SLD),

Vu le courrier du 23 juin 2021 de Monsieur le maire de Bellevigne-les-Châteaux sollicitant le président de la communauté d'agglomération pour la modification du PLUi SLD,

Vu l'arrêté du président de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire N°2022-108 AP du 26 janvier 2022 organisant l'enquête publique sur le projet de modification N°4 du PLUi SLD,

Vu l'avis et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 avril 2022,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2017 fixant les mesures destinées à préserver les établissements de santé fréquentés par des personnes vulnérables du risque d'exposition aux produits phytopharmaceutiques et notamment son article 5 qui fixe la distance minimale en deçà de laquelle il est interdit aux exploitants agricoles d'utiliser des produits phytopharmaceutiques (zone de non traitement) à 20 m pour les parcelles de vigne **lorsque des mesures de protections adaptées ne peuvent pas être mises en place,**

Considérant que ne s'estimant pas compétent pour juger seul de l'acceptabilité d'une prétendue dérogation à l'arrêté préfectoral de l'OAP qui autorise dans une bande non ædificandi de 20 m des aménagements paysagers, aires de circulation et de stationnement, le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable

Vu l'avis favorable du Préfet sur le projet en date du 6 janvier 2022,

Considérant que l'orientation d'aménagement et programmation SCB-2 « maison de santé » modifiée prend en compte de façon satisfaisante l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2017,

Considérant qu'il convient d'y donner une suite favorable,

Vu le règlement graphique et actuel et modifié annexé à la présente,

Vu l'avis favorable de la commission Aménagement du territoire, Habitat en date du 3 mai 2022,

Vu l'article L5211-57 du code général des collectivités territoriales qui dispose que les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.

Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Bellevigne-les-Châteaux en date du 7 juin 2022 sur le présent projet de délibération,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'APPROUVER** la modification N°4 du PLUI du secteur « Saumur Loire Développement » conformément aux pièces annexées.
- **DE CHARGER ET AUTORISER** Monsieur le Maire, ou à défaut un adjoint, de conduire, mener à terme toute démarche et signer tout document relatif à cette opération.

Pour extrait conforme,
Le Maire, Armel FROGER

Acte rendu exécutoire à la publication
Et transmis en Sous-Préfecture
Le 10 juin 2022

